

RAPPORT N° 91/6-08
au Conseil Municipal

OBJET

GARANTIE D'EMPRUNT A ACCORDER A LA SO.DI.A.C.
POUR LA REALISATION DE TRENTE-DEUX L.L.S.
A LA RUE DES MANGUIERS

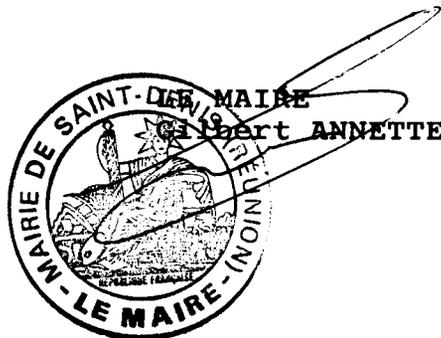
Conformément à la réglementation, la Société Dionysienne d'Aménagement et de Construction sollicite la garantie de la Commune pour l'emprunt de 14 000 000 F qu'elle se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (C.D.C.) pour la réalisation de trente-deux Logements Locatifs Sociaux à la Rue des Manguiers, à Saint-Denis.

Le taux actuariel sera celui en vigueur à la date du contrat.

La Commune ayant la capacité financière de garantir cet emprunt, je vous demande de vous prononcer sur cette affaire et, dans l'affirmative :

- de prendre l'engagement de créer, en cas de besoin, pendant la période d'amortissement, une imposition directe suffisante pour couvrir le montant des annuités ;
- de m'autoriser à intervenir aux contrats et à prévoir toute mesure de sûreté nécessaire à l'égard de l'emprunteur.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



DELIBERATION N° 91/6-08
du Conseil Municipal
en séance du samedi 14 décembre 1991

OBJET

GARANTIE D'EMPRUNT A ACCORDER A LA SO.DI.A.C.
POUR LA REALISATION DE TRENTE-DEUX L.L.S.
A LA RUE DES MANGUIERS

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée ;

Vu le Code des Communes ;

Sur le RAPPORT N° 91/6-08 du Maire ;

Vu le rapport de Gilbert GERARD, Adjoint au Maire, présenté au nom des Commissions Habitat, Urbanisme, et Finances ;

Sur l'avis favorable de la Commission Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE

ARTICLE 1

Accorde à la SOCIÉTÉ DIONYSIENNE d'Aménagement et de Construction la garantie sollicitée pour l'emprunt de 14 000 000 F qu'elle se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la réalisation de trente-deux Logements Locatifs Sociaux à la Rue des Manguiers, à Saint-Denis.

ARTICLE 2

Prend l'engagement de créer, en cas de besoin, pendant la période d'amortissement, une imposition directe suffisante pour couvrir le montant des annuités.

ARTICLE 3

Autorise le Maire à intervenir aux contrats et à prévoir toute mesure de sûreté nécessaire à l'égard de l'emprunteur.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Saint-Denis, le 21 DEC. 1991

